

Schweizerischer Städteverband
Union des villes suisses
Unione delle città svizzere



Rapport annuel 2022



Éditeur

Union des villes suisses UVS
Monbijoustrasse 8, case postale, 3001 Berne
Téléphone 031 356 32 32
twitter: @uniondesvilles
info@staedteverband.ch
www.uniondesvilles.ch

Photos

Rolf Siegenthaler, Berne

Traduction

wordup, Nidau

Correction

Fabienne Jan, Berne

Mise en page

Atelier KE, Meiringen

Impression

Vögeli AG Marketingproduktion & Druck, Langnau



Höchster Standard für Ökoeffektivität.
Cradle to Cradle Certified™-Druckprodukte
hergestellt durch die Vögeli AG.
Bindung ausgenommen.

Cradle to Cradle Certified™
is a certification mark licensed by
the Cradle to Cradle Products
Innovation Institute.

Sommaire

Portrait de l'Union des villes suisses	Page 3
«Nous parvenons à attirer l'attention sur les villes» Interview avec Anders Stokholm	Page 4
Énergie & climat	Page 8
Finances & économie	Page 10
Social & formation	Page 14
Politique migratoire & politique d'intégration	Page 16
Mobilité & transports	Page 18
Développement urbain	Page 22
Culture	Page 24
Numérique	Page 26
Sécurité	Page 30
Relations publiques	Page 32
Défense des intérêts sur le plan politique	Page 35
L'Union des villes suisses 2022	Page 39
Réseau	Page 38
Organes	Page 40
Comptes annuels	Page 42
Membres	Page 45



21 janvier 2022

La mise en place et le développement des écoles à journée continue progressent dans de nombreuses villes, mais leur organisation est très variée. L'Initiative des villes pour la formation apporte de la clarté sur la question et publie un document thématique sur la formation et l'accueil en journée continue dans les villes suisses. Celui-ci a pour but d'aider les villes à mettre au point une offre adaptée.



Portrait de l'Union des villes suisses

L'Union des villes suisses (UVS) représente les intérêts et préoccupations des villes, des agglomérations et des communes urbaines. Elle constitue ainsi la voix de la Suisse urbaine, où vivent environ les trois quarts de la population suisse et où 84% de l'activité économique est générée. L'UVS offre à ses membres diverses prestations: elle met à disposition des plateformes de réseautage, commande des études, fait parvenir à ses membres un large éventail d'informations techniques et informe le public sur les thèmes urbains et les positions politiques des villes.

Politique

L'Union des villes suisses défend les intérêts des villes au niveau politique. La Constitution fédérale prévoit que la Confédération prenne particulièrement en compte les intérêts des villes et des agglomérations. C'est pour cela que l'Union des villes suisses est un partenaire permanent des procédures de consultation de la Confédération, qu'elle entretient des contacts étroits et réguliers avec les autorités et qu'elle siège dans des groupes d'expertes et d'experts ainsi que dans d'autres organes. Elle gère un vaste réseau impliquant les membres du Parlement, afin que la voix des villes soit aussi entendue dans les commissions, au Conseil national et au Conseil des États, et ce sur tous les thèmes qui concernent les villes. L'UVS émet régulièrement des consignes de vote si les projets en question sont pertinents pour les villes.

Réseau: aux niveaux politique et technique

L'Union des villes suisses gère non seulement son propre réseau, mais elle offre aussi à ses membres de nombreuses plateformes de réseautage. Son grand nombre de sections, commissions et groupes de travail permet aux membres des exécutifs des villes ou spécialistes de se réunir régulièrement pour profiter mutuellement de leur expérience, échanger ou réfléchir à des positions politiques.

Informations techniques

L'Union des villes suisses et ses sections commandent des études, rédigent des fiches d'information et des guides, analysent les changements de pratique et leurs répercussions sur les villes, discutent d'exemples de bonnes pratiques et abordent des thèmes touchant à des enjeux importants pour les villes. Les échanges techniques avec toutes leurs facettes ont lieu dans le cadre de manifestations ou au sein de groupes de travail; les thèmes sont mis à disposition des membres par le biais des multiples canaux de communication.

Une grande association forte d'une longue tradition

L'Union des villes suisses a été fondée en 1897. 130 villes en sont membres (état au 31 décembre 2022). En 2022, Anders Stokholm, maire de Frauenfeld, a succédé à Kurt Fluri, conseiller national et maire de Soleure pendant de longues années, à la présidence de l'association. ♦

Interview avec Anders Stokholm, président de l'UVS

«Nous parvenons à attirer l'attention sur les villes»

Le rôle des villes, l'urbanisation et le bruit, la politique des agglomérations, les questions environnementales et énergétiques: voilà parmi tant d'autres quelques-uns des thèmes qui préoccupent particulièrement l'Union des villes suisses. Et donc aussi Anders Stokholm, nouvellement élu président de l'UVS en 2022. «C'est avec plaisir que je me suis mis à disposition», déclare le maire de Frauenfeld. «L'Union des villes suisses est un prestataire de services important et un représentant politique efficace.»



En août 2022, vous avez été élu nouveau président de l'Union des villes suisses. Qu'est-ce qui vous a motivé à vous porter candidat à cette fonction?

C'est avec plaisir que je me suis mis à disposition, parce que l'UVS est un prestataire de services important et un représentant politique efficace au niveau national des préoccupations des villes. J'ai régulièrement dû constater que sur les questions qui concernent aussi Frauenfeld, la situation particulière des villes suscitait trop peu d'attention au niveau national. En ma qualité de président, je souhaite contribuer à pallier cela. Grâce au grand professionnalisme de notre direction, je suis sûr de pouvoir le faire avec un apport raisonnable de ressources en termes de temps. La fonction de président de l'UVS représente donc un complément parfait de mon mandat à la Ville de Frauenfeld.

Quel est votre premier bilan intermédiaire (au 31 décembre 2022)?

Mes attentes ont été entièrement satisfaites. Grâce à un comité très actif et solidaire entre collègues ainsi qu'à une direction très bien organisée, nous parvenons à attirer l'attention sur les villes. Les élections fédérales nous en ont donné une occasion inespérée. Les médias ont pris conscience de la problématique de la sous-représentation de la Suisse urbaine dans la politique nationale. Roger de Weck avait déjà déploré cela dans le discours d'anniversaire qu'il avait prononcé lors de l'assemblée annuelle en août et avait entre autres proposé l'édification d'une Maison des villes. Si cela n'est pas notre première approche, nous élaborons en permanence des prises de position qui nous permettent de travailler proactivement.

Avec quels arguments convainquez-vous un-e collègue de faire adhérer sa ville à l'UVS?

D'une part, en évoquant les prestations que l'UVS fournit à ses membres: le monitoring de la politique nationale et l'élaboration de prises de position qu'effectue la direction ou encore la conception et l'organisation de colloques que réalisent les sections. Par ailleurs, je lui montre qu'il y a besoin d'une association qui s'implique pour faire entendre les préoccupations spécifiques des villes au niveau national. La pandémie de coronavirus a certes montré combien il est important de mettre en œuvre des mesures dans les villes, mais elle a aussi mis en évidence que dans un premier temps, celles-ci ont justement été peu associées à l'élaboration des mesures. En tant qu'association, nous pouvons regrouper nos forces et avoir davantage d'impact.

Vous êtes maire de Frauenfeld: qu'est-ce que vos collègues d'autres villes peuvent apprendre de «votre» ville?

Bien sûr, chaque maire trouve sa propre ville exemplaire à un égard ou à un autre. Pour Frauenfeld, je mettrais en avant la proximité des membres de l'exécutif avec la population, le haut degré de

participation et le soutien ciblé de l'initiative privée. Mais avec un peu de recul, je peux aussi dire de manière réaliste que nous reflétons bien la Suisse. Les mauvaises langues parleraient plutôt de moyenne, voire de médiocrité, mais je pense que Frauenfeld est typiquement suisse.

Quels sont les grands et principaux défis (ou le plus grand et le principal défi) que les villes ont à relever?

En 2023, nous serons préoccupés par le rôle des villes dans la politique fédérale, les thèmes de l'urbanisation, la culture, la politique sociale, les questions environnementales et énergétiques et l'Europe. En ce qui concerne le rôle des villes, il s'agit de renforcer nos contacts avec les parlementaires nationaux, l'administration fédérale, la Conférence des gouvernements cantonaux et l'Association des Communes Suisses, de manière à pouvoir à chaque fois nous impliquer encore mieux. Nous devons poser les bases de cette implication en rédigeant des prises de position qui bénéficient d'un large soutien technique et politique et qui nous permettent de défendre nos intérêts tôt et avec ténacité.

Quels sont les sujets qui dominent l'urbanisation?

Dans le domaine de l'urbanisation, nous avons fait sensation fin 2022/début 2023 en publiant notre prise de position sur le développement urbain et le bruit, la densification et les zones 30. Et la pénurie de logements va justement renforcer ce thème. De plus, au niveau fédéral, nous avons à l'ordre du jour la révision de la politique des agglomérations. Avec nos colloques, nous attirons l'attention sur l'importance des projets d'agglomération pour la résolution des questions de transport pour les villes et les agglomérations.

Qu'en est-il de la politique culturelle et sociale?

Le Message culture 2025–2028 du Conseil fédéral est attendu pour le début du second semestre 2023. La culture est cofinancée dans une mesure déterminante par les villes et joue un grand rôle pour la cohabitation. La pandémie nous en a fait la douloureuse démonstration. En matière de politique sociale, il s'agira en 2023 de financer les structures d'accueil collectif de jour, un élément important à divers égards pour les villes.

Est-ce que la question énergétique et climatique continuera à nous préoccuper en 2023?

Les questions environnementales et énergétiques nous préoccupent, car les villes sont particulièrement touchées par le changement climatique, d'une part, et par la menace d'une pénurie d'énergie, d'autre part. Il est donc urgent de trouver des solutions durables dans ce domaine. Et le manque de clarification des relations entre l'Union européenne et la Suisse a des répercussions négatives sur la formation tertiaire, le recrutement de personnel et l'économie d'exportation. Les villes, lieux d'implantation de hautes écoles et de grandes entreprises, ont un intérêt existentiel à ce que cette clarification soit faite. ♦



24 février 2022

La Russie lance une guerre d'agression en Ukraine. Les villes suisses et l'Union des villes suisses sont profondément choquées et condamnent l'invasion avec la plus grande fermeté. Dans de nombreuses villes, on voit flotter le drapeau ukrainien en signe de solidarité. Les villes organisent en outre rapidement et sans complication des capacités d'hébergement et des prestations de soutien pour les Ukrainiennes et Ukrainiens qui ont dû fuir.



Énergie & climat

Les villes sont particulièrement exposées au changement climatique, et fortement touchées par des événements extrêmes de plus en plus fréquents tels que les canicules, les fortes pluies ou les inondations. C'est pourquoi les villes s'impliquent activement dans la lutte contre le changement climatique et se sont souvent fixé des objectifs ambitieux. Une condition sine qua non d'une politique énergétique durable est le développement des énergies renouvelables.

Pénurie d'énergie

La menace de pénurie d'énergie pour l'hiver 2022/2023 a préoccupé la Suisse au second semestre de l'année passée, car la guerre en Ukraine a causé des difficultés d'approvisionnement en gaz dans l'Europe entière. Cette problématique a aussi beaucoup occupé l'UVS, qui siège au comité de pilotage de la Confédération, au sein duquel les trois niveaux de l'État et les actrices et acteurs de la branche énergétique évaluent la situation au niveau politique et stratégique, discutent et coordonnent les mesures nécessaires. L'Union des villes suisses est en outre membre fondateur de l'«Alliance pour les économies d'énergie» et participe activement à la campagne de sensibilisation de la Confédération. Par ailleurs, l'UVS s'est impliquée entre autres dans les consultations sur l'ordonnance sur l'instauration d'une réserve d'électricité pour l'hiver et sur les mesures de gestion dans le domaine du gaz et de l'électricité.

Les villes ont été actives tôt et ont d'emblée assumé leurs responsabilités et leur fonction d'exemple. En collaboration avec sa Commission de politique énergétique et climatique (CPEC, cf. encadré) l'Union des villes suisses a rédigé dès août une liste des possibles mesures d'économie d'énergie, mettant ainsi à la disposition des villes un guide qui les a soutenues dans leurs efforts d'économie. Ce document a non seulement été apprécié par les membres, mais il a aussi éveillé l'intérêt de nombreux médias, qui se sont fait l'écho de la démarche rapide et efficace des villes. Au cours de l'automne et de l'hiver, la CPEC a eu des échanges intenses sur la situation. L'Union des villes suisses a tenu ses membres au courant des débats actuels à tous les niveaux et leur a fourni des données factuelles sur la situation d'approvisionnement ainsi que d'autres informations pertinentes.

Acte modificateur unique Énergie

La menace de pénurie d'énergie a donné au décret sur le manteau énergétique, dont l'intitulé officiel est «loi fédérale relative à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables», une importance encore plus grande que celle qu'il avait déjà. Ce projet de loi est un élément important de la mise en œuvre de la Stratégie énergétique 2050 et de la réalisation des objectifs climatiques. Il est à cet effet nécessaire de développer la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables de manière systématique. Le



RÉSEAU

Commission de politique énergétique et climatique (CPEC)

La CPEC est un regroupement de directrices et directeurs municipaux de l'énergie (membres de l'exécutif). Les villes jouent un rôle crucial dans la politique énergétique et climatique: en tant que propriétaires d'entreprises d'approvisionnement en énergie, par les prescriptions touchant au droit de l'aménagement du territoire et à la politique des transports, les programmes d'encouragement et les efforts de réduction des émissions de CO₂. La commission offre ainsi des échanges d'expériences et de connaissances à l'échelon politique, accompagne la politique de la Confédération et rédige des bases en vue de prises de position communes. En 2023, elle s'est réunie plus fréquemment que d'habitude afin de débattre des mesures de prévention face à une menace de pénurie d'énergie et de s'armer contre cette éventualité.





Thierry Steiert, syndic de Fribourg

«Même en période de crise énergétique, nous ne pouvons pas obliger les gens à diminuer leur consommation d'énergie.»

projet revêt une grande importance pour les villes: en effet, celles-ci sont les propriétaires des entreprises d'approvisionnement en énergie, elles doivent remplir des prescriptions touchant au droit de l'aménagement du territoire et ont une fonction de modèle vis-à-vis de la population et de l'économie. Enfin, et ce n'est pas négligeable, c'est dans les régions urbaines que se trouvent la plupart des consommateurs d'électricité, de gaz et de chaleur. C'est pourquoi l'Union des villes suisses s'implique en faveur du projet dans le cadre de la défense des intérêts au Parlement: il faut développer rapidement des centrales hydroélectriques, photovoltaïques et éoliennes. Les villes estiment que des compromis sont nécessaires en matière de protection du paysage, mais que la biodiversité doit absolument être préservée. Ce débat occupera encore l'Union des villes suisses en 2023.

Loi sur le CO₂

En juin 2021, les électrices et électeurs ont dit «non» à une nouvelle loi sur le CO₂. En réaction, le Parlement a prolongé provisoirement jusqu'en 2024 les disposi-

tions actuellement en vigueur et non contestées visant à réduire les gaz à effet de serre. Pour la période de 2025 à 2030, le Conseil fédéral a rédigé un nouveau projet qui prévoit de se passer de nouvelles redevances, lesquelles avaient été avancées pour expliquer l'échec référendaire. Le nouveau projet de loi sur le CO₂ prévoit de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre de la Suisse d'ici à 2030 par rapport à 1990. Dans le cadre de ce projet de loi, l'Union des villes suisses s'implique en faveur du remplacement rapide des systèmes de chauffage fossile, de l'électrification des transports et d'une amélioration des conditions générales du développement des réseaux thermiques. En effet, dans les zones à forte densité du bâti, ceux-ci sont souvent la seule alternative sensée aux chauffages fossiles.

Charte Réseaux thermiques

L'Union des villes suisses a souligné l'importance des réseaux thermiques en août en signant la Charte pour le développement des réseaux thermiques. Celle-ci a vu le jour à l'initiative de l'UVS et de l'ancienne conseillère fédérale Simonetta Sommaruga. Les villes, les communes, les cantons et la Confédération veulent accélérer ensemble le développement et éliminer rapidement et efficacement les obstacles dans le cadre d'un programme triennal.

Initiative pour les glaciers et contre-projet

En 2022, le Parlement a traité l'initiative pour les glaciers, qui demande une réduction des émissions de gaz à effet de serre à zéro net d'ici à 2050 et l'abandon des combustibles et carburants fossiles. À titre de contre-projet indirect, le Parlement a adopté la loi sur la protection de l'environnement, qui inscrit l'objectif d'émission au niveau de la loi et prévoit entre autres un programme d'impulsion pour le remplacement des chauffages et pour l'efficacité énergétique. L'Union des villes suisses a soutenu cette loi, car elle rend possible une protection du climat plus efficace et rapide en Suisse. Un référendum est prévu pour 2023. En cas de «oui», l'initiative d'origine sera retirée. ♦



RÉSEAU

Association suisse Infrastructures communales (ASIC)

L'ASIC est une section de l'Union des villes suisses et un partenaire de l'Association des Communes Suisses. Elle s'engage techniquement et politiquement pour une gestion durable des infrastructures communales. L'ASIC compte 260 membres (villes, communes, associations intercommunales, cantons et bienfaiteurs privés). L'ASIC collabore très étroitement avec l'Union des villes suisses, notamment dans les domaines de la protection du climat et de l'énergie ainsi que dans celui de l'environnement. Les infrastructures municipales sont essentielles pour la réduction des émissions de CO₂. Elles préservent l'environnement par une politique d'achats publics durables ou des systèmes de recyclage et d'évacuation des eaux usées sophistiqués. L'ASIC gère également le secrétariat de l'Alliance pour le climat Suisse, une association regroupant de nombreuses villes suisses.



Finances & économie

Réforme fiscale de l'OCDE

Du point de vue des villes, en matière de politique budgétaire et fiscale, l'objet central de l'année 2022 a été la réforme fiscale de l'OCDE et sa mise en œuvre en Suisse. Contexte du projet: quelque 140 pays – dont la Suisse – se sont engagés, dans le cadre de l'OCDE, à imposer les bénéfices des grandes entreprises internationales à hauteur d'au moins 15%. L'OCDE entend ainsi prendre en compte l'avancée de la mondialisation et de la digitalisation, qui augmente considérablement la mobilité des actrices et acteurs économiques. En Suisse, cette réforme concerne selon le Conseil fédéral environ 200 entreprises suisses ainsi que quelque 2000 filiales d'entreprises étrangères – qui, nota bene, sont pour la plupart domiciliées dans des villes et des agglomérations.

L'année dernière, la mise en œuvre de cette réforme en Suisse a été discutée au Parlement, et les débats se sont concentrés sur l'utilisation et la répartition des recettes supplémentaires. L'Union des villes suisses a œuvré pour obtenir une garantie que les villes et les

communes se verront verser une part des recettes supplémentaires provenant de l'impôt complémentaire qui sera créé. Ces efforts ont été tout à fait couronnés de succès: la disposition transitoire adoptée par le Parlement stipule explicitement que les communes devront recevoir une part appropriée. Le référendum obligatoire aura lieu en 2023.

Autres réformes fiscales

L'Union des villes suisses s'est exprimée auprès de la Commission de l'économie du Conseil national (CER-N) sur l'imposition individuelle et sur l'imposition de la propriété du logement (initiative parlementaire pour la suppression de la valeur locative). Elle se félicite fondamentalement de ces deux réformes, qui seront traitées au Parlement au-delà de l'année sous revue. Une préoccupation centrale pour les villes est que les réformes soient mises en œuvre de manière aussi neutre que possible en termes de recettes. Cela signifie que les recettes fiscales des communes ne devront pas être réduites par les réformes intervenant à l'échelon fédéral.



Salima Moyard, maire de Lancy GE en décembre

«Les mois à venir montreront si le compromis entre pratique sportive et économies d'énergie fera des adeptes.»

Tourisme urbain

Égalité des chances pour les hôtels urbains dans l'octroi de crédits: désormais, les hôtels familiaux situés dans les grandes villes auront eux aussi droit à des prêts de la Société Suisse de Crédit Hôtelier. Jusqu'à présent, les seuls établissements à en bénéficier étaient ceux situés dans les régions touristiques et les stations thermales. L'Union des villes suisses a œuvré avec succès pour l'adoption d'une motion demandant la suppression de cette inégalité de traitement. La motion a été adoptée par les deux Conseils.

Projets d'innovation

Par le programme «Innotour», la Confédération encourage l'innovation, la collaboration et le développement des connaissances en matière de tourisme. La loi correspondante va être révisée et la contribution fédérale augmentée; l'Union des villes suisses s'est beaucoup impliquée en ce sens dans le cadre de la consultation: le tourisme urbain a particulièrement souffert pendant

la pandémie de coronavirus. Les contributions de soutien peuvent aider à renforcer la capacité d'adaptation et la compétitivité du tourisme suisse dans les villes.

Des centres-villes en mutation

L'association a organisé en juin une «Info UVS» intitulée «Centres-villes en mutation – opportunités et défis». ♦



PUBLICATION

Faits sur la ville et la campagne

Les villes, les agglomérations et la campagne sont étroitement imbriquées et ne peuvent pas être délimitées de manière tranchée. La structure fédérale de la Suisse ainsi que les nombreuses péréquations financières et compensations des charges assurent un système extrêmement équilibré et articulé avec précision qui génère des flux financiers complexes. Mais les villes sont les moteurs économiques de notre pays. C'est la conclusion à laquelle parvient le rapport «Faits sur la ville et la campagne», commandé par l'Union des villes suisses et la CDFV.



RÉSEAU

Conférence des directrices et directeurs des finances des villes (CDFV)

La CDFV est une section de l'UVS qui compte 36 membres. Porte-parole des villes, elle s'exprime sur les thèmes et projets relatifs à la politique budgétaire et fiscale et s'engage en faveur d'une politique budgétaire et fiscale équilibrée et d'une répartition équitable des charges entre les différents échelons étatiques. Elle organise en outre un colloque annuel qui sert aux membres de plateforme pour les échanges d'expériences et de connaissances. Lors de l'assemblée générale de mai 2022, son thème principal a été la réforme fiscale de l'OCDE, sa mise en œuvre en Suisse et ses répercussions pour les villes. C'est le conseiller fédéral Ueli Maurer, chef du Département des finances, qui a prononcé le discours de clôture. Le colloque du 16 septembre était placé sous la devise: «Faits sur la ville et la campagne».







1^{er} avril 2022

La Suisse pousse un soupir de soulagement: toutes les mesures de lutte contre la pandémie de coronavirus sont levées. Dans les villes suisses, c'est le retour à la normalité. Mais il y a encore des séquelles, notamment pour le secteur culturel, durement touché: l'Union des villes suisses s'implique avec succès pour que le soutien dont elles bénéficient soit prolongé.

Social & formation

Politique sociale

Financement de l'accueil des enfants: comme l'année précédente, la politique de la petite enfance a été un thème central de la politique sociale en 2022. En effet, ce sont les villes qui soutiennent les enfants et les familles de la naissance à la scolarité et assument des tâches d'intégration déterminantes. Un élément important (et coûteux) de cette prise en charge est l'accueil extra-familial. Son cofinancement de la part de la Confédération, à ce jour limité dans le temps, doit – selon une initiative parlementaire – être transformé en une solution durable et adaptée. Pour les villes, une contribution fédérale appropriée est un enjeu important. L'Union des villes suisses a défendu leurs intérêts dans le cadre du débat parlementaire et a travaillé en étroite collaboration avec les conférences des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) et des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) ainsi qu'avec l'Association des Communes Suisses.

Et l'UVS peut être fière des résultats tels qu'ils se présentent fin 2022. La commission du Conseil national responsable a repris plusieurs préoccupations des villes: la Confédération doit prendre en charge 20% des contributions des parents par enfant et par jour et déboursier une somme de 60 millions de francs pour le développement de l'offre et de la qualité. Le projet occupera aussi l'Union des villes suisses en 2023.



PUBLICATION

Document thématique «Éducation et accueil à journée continue dans les villes suisses»

Si la mise en place et le développement des écoles de jour sont encouragés dans de nombreuses villes, leur organisation est très diverse. L'Initiative des villes pour la formation a tenté de faire la lumière sur le sujet et a publié en janvier 2022 un document thématique qui se propose d'aider les villes à mettre au point une offre adaptée à leur cas.



RÉSEAU

Réseau Suisse des villes amies des aîné-e-s

Le réseau est une commission de l'Union des villes suisses qui compte 26 membres. Ses objectifs sont la création d'un environnement urbain accessible à la population âgée ainsi que l'information et l'intégration de la population âgée dans les villes suisses. Le réseau contribue à la diffusion d'une image positive du grand âge et est l'occasion pour les spécialistes d'échanger entre eux.

Le thème annuel du réseau était «les communautés de soutien», et il a été approfondi lors du colloque du 15 juin. En coopération avec le Réseau Quartiers Vivants (voir page 23), les quelque 60 participant-e-s ont débattu des exemples pratiques provenant de leurs propres expériences et cherché à identifier les facteurs de succès et les écueils. En septembre 2022, la visite de ville annuelle a conduit les membres à Neuchâtel. Enfin, le réseau a fait ses adieux à Rita Gisler, sa directrice de longue date. C'est Eliane Leuzinger qui lui succédera en 2023.





«L'offre d'accueil de jour de la Ville suscite beaucoup de demandes. Au cours des 15 dernières années, les chiffres ont été multipliés par quatre, et la tendance est toujours à la hausse.»

Mathias Gabathuler, directeur de la formation et des loisirs de la Ville de Saint-Gall

La prise de position «une aide et une assistance de bonne qualité pour les personnes âgées»:



Politique de la vieillesse: au cours de l'année sous revue, l'Union des villes suisses a fait du thème de la prise en charge des personnes âgées son cheval de bataille et a publié à ce sujet une prise de position en février qui montre à quoi devraient ressembler du point de vue des villes une aide et une assistance de bonne qualité pour les personnes âgées. Le document identifie les champs d'action importants et les conditions générales susceptibles de garantir l'offre dans les villes. C'est sur cette base que s'engage l'Union des villes suisses au sein de groupes de travail de la Confédération et des cantons et qu'elle élabore des demandes concrètes.

Violence envers les femmes: l'Union des villes suisses a contribué à l'élaboration du Plan d'action national sur la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul 2022 à 2026 – la Convention du Conseil européen sur la

prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Elle a participé à un groupe de travail avec la Confédération, les cantons et des représentant·e-s de la société civile. Le Conseil fédéral a adopté le plan d'action en juin 2022.

Endettement: l'Union des villes suisses s'est prononcée en faveur d'une modification de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, qui prévoit une procédure d'assainissement pour les personnes physiques. Les autorités municipales sont régulièrement confrontées à des personnes surendettées et s'impliquent parfois elles-mêmes en faveur de ces personnes en leur offrant des conseils et un suivi spécialisés. C'est pourquoi le cadre légal fédéral relatif au désendettement revêt une grande importance pour les villes. ♦



RÉSEAU

Initiative des villes pour la formation

L'Initiative des villes pour la formation est une section de l'UVS qui offre une plateforme d'échange aux directrices et directeurs de l'éducation de diverses villes et traite des questions de politique de l'éducation, en particulier de l'école obligatoire, du point de vue de la Suisse urbaine. En concertation avec l'Union des villes suisses, elle défend efficacement les préoccupations des villes en matière de politique de formation vis-à-vis de la Confédération et des cantons. La conférence de printemps 2022 a eu lieu à Thoun sur le thème «Für einen gelingenden Übergang in die Berufswelt» (Pour une transition réussie vers le monde professionnel), la conférence d'automne 2022 à Coire sur le thème «Des espaces scolaires pour l'avenir».



Politique migratoire & politique d'intégration

Réfugié·e·s d'Ukraine et statut de protection S

L'agression de l'Ukraine par la Russie et ses terribles conséquences pour la population ukrainienne préoccupent aussi les villes suisses. Ainsi, l'Union des villes suisses représente les villes au sein de l'État-major spécial Asile (SONAS) mis en place par le Conseil fédéral en réaction à l'arrivée des réfugié·e·s en provenance d'Ukraine. Au sein de cet organe, l'UVS a pris position à plusieurs reprises sur des questions liées au statut de protection S. En outre, elle a été auditionnée dans le groupe d'évaluation sur le statut de protection S mis en place en été. L'Union des villes suisses a en permanence transmis les informations pertinentes à ses membres.

L'UVS s'est entre autres mobilisée pour que le flux d'informations de la Confédération et des cantons soit aussi assuré à l'échelon communal, que les procédures et processus réguliers soient dans la mesure du possible respectés et que des fonds soient mis à disposition pour l'intégration des réfugié·e·s.

Autres réformes légales

Loi sur les étrangers et l'intégration (LEI): dans le cadre de la procédure de consultation, l'Union des villes suisses a pris position sur un projet de durcissement de la LEI. Celui-ci prévoyait entre autres une réduction de l'aide sociale pour les ressortissant·e·s de pays tiers et a été expressément rejeté par les villes. L'UVS a élaboré l'argumentaire en étroite collaboration avec le groupe de pilotage de la Charte de l'aide sociale.

À l'été, l'Union des villes suisses a été invitée à une audition de la Commission des institutions politiques du Conseil des États (CIP-E) sur le thème de la **naturalisation des étrangers de la deuxième et de la troisième générations**. Elle a expliqué que du point de vue des villes, des allègements seraient souhaitables et que la charge administrative des villes devait absolument être prise en compte en cas de modification des procédures.

Par ailleurs, l'Union des villes suisses s'est mobilisée en faveur des projets «Extension de la réglementation relative aux cas de rigueur dans le domaine de l'accès à la formation professionnelle», «Ne pas interrompre l'apprentissage des requérants d'asile» et «Autoriser les requérants d'asile en attente de renvoi à exercer une activité lucrative». L'assouplissement des dispositions relatives aux cas de rigueur, notamment en vue de faciliter l'accès des jeunes à la formation professionnelle initiale, est une préoccupation de longue date de l'UVS. ♦



RÉSEAU

Initiative des villes pour la politique sociale

L'Initiative des villes pour la politique sociale est une section de l'Union des villes suisses qui compte une soixantaine de membres. Les villes sont représentées par les directrices et directeurs des affaires sociales en exercice ainsi que par les cadres supérieurs responsables des affaires sociales. Les points forts du contenu sont la sécurité sociale dans le système global, le développement de l'aide sociale et l'intégration globale. En 2022, l'Initiative des villes pour la politique sociale a organisé deux assemblées: en juin à Bâle sur le thème «Droit au logement – aussi pour les pauvres?» et en septembre à Fribourg sur le thème «Quartiers: clés de la cohésion?».





4 mai 2022

Les gens vivent de plus en plus longtemps, les besoins et les offres de soutien sont de plus en plus variés. Cela pose également des défis aux villes. L'aide et la prise en charge des aînées et aînés doivent être assurées. L'Union des villes suisses publie une prise de position sur le sujet.

Mobilité & transports

L'Union des villes suisses défend les intérêts des villes au sein de divers organes et entretient des contacts réguliers avec plusieurs autorités, notamment les offices fédéraux des transports (OFT), des routes (OFROU) et du développement territorial (ARE), ainsi qu'avec d'autres partenaires.

Carte journalière Commune: suite à la décision de l'«Alliance SwissPass» de proposer en 2020 la carte journalière Commune sous une nouvelle forme à partir de 2024, l'Union des villes suisses a participé à l'élaboration de la solution de remplacement. Avec l'«Alliance SwissPass» et l'Association des Communes Suisses, l'UVS a élaboré l'année passée diverses options qui ont été soumises pour consultation aux villes et aux communes. En août 2022, la «carte journalière économique Commune» a été choisie comme solution de remplacement, suite à quoi les travaux de mise en œuvre ont commencé. Le nouveau produit a été approuvé par le comité de l'UVS fin 2022 et doit être présenté au public au début de l'année 2023.

Feuille de route pour la mobilité électrique 2025: en mai, l'UVS avait signé la «Feuille de route pour la mobilité électrique 2025» en présence de son président Kurt Fluri et de la conseillère fédérale Simonetta Somma-

ruga. Les objectifs consistent à atteindre d'ici à 2025 une part de 50% de «véhicules à prise» sur les nouvelles mises en service, 20 000 bornes de recharge accessibles à tous et une recharge conviviale et adaptée au service du réseau, à domicile, sur le lieu de travail ou sur la route. Si les véhicules électriques contribuent de manière notable à la lutte contre le changement climatique, ils ne représentent pas une solution aux problèmes urbains liés au manque d'espace.

Programme Interfaces de transports: l'année passée, la Confédération, les cantons, les villes et les communes ont régulièrement échangé sur leur collaboration en matière de développement d'interfaces de transports multimodales. L'approfondissement fait suite à la «Déclaration d'Emmenbrücke» de septembre 2021. À l'avenir, des plateformes exemplaires seront subventionnées conjointement.

Politique

Les zones 30 ont représenté en 2022 l'un des principaux défis. Au début de l'année, dans le cadre de la consultation sur l'ordonnance sur la signalisation routière, l'Union des villes suisses a souligné la grande im-



RÉSEAU

Conférence des villes pour la mobilité (CVM)

Au total, 19 villes suisses sont membres de la CVM, une section de l'Union des villes suisses. Sur la base de la «Charte pour une mobilité urbaine durable», elles œuvrent conjointement en faveur d'un transport urbain qui réponde aux exigences élevées que l'on a en matière de qualité de vie dans les espaces densément peuplés. Le comité est composé de sept directrices et directeurs municipaux des transports.

La CVM a consacré son forum d'automne du 11 novembre 2022 à la politique de stationnement des villes. L'augmentation de la population et de la demande de mobilité dans les zones urbaines rend indispensable un recours plus systématique à des outils de gestion du trafic. Dans cette optique, la politique d'espace de stationnement est le principal levier d'action des villes, qui disposent d'une certaine marge de manœuvre dans ce domaine. Le forum de printemps du 1^{er} avril 2022 était placé sous la devise de l'utilisation efficiente des surfaces. Comment gérer au mieux l'espace disponible pour les infrastructures de transport dans les zones urbaines? Quels instruments permettent de mesurer l'efficacité de l'utilisation du sol? Voilà parmi bien d'autres les questions dont ont débattu les spécialistes et les participant-e-s.



portance de ces zones pour les villes. Elles permettent de réduire considérablement le niveau de bruit et les accidents et de gagner de la place dans l'espace routier pour d'autres utilisations (infrastructures cyclistes, espaces verts, etc.). L'Union des villes suisses a donc salué la décision du Conseil fédéral du 24 août 2022 permettant l'instauration simplifiée de zones 30 dans les «rues qui ne sont pas affectées prioritairement à la circulation» – autrement dit en premier lieu dans les rues de quartier – sans avoir à passer par une expertise. Dans une prise de position sur la réduction du bruit, les villes demandent, à titre d'élément parmi d'autres, l'instauration générale d'une limitation de vitesse à 30 km/h dans les villes, y compris sur les grands axes de circulation (informations complémentaires dans le chapitre sur le développement urbain, page 22).

Décarbonation des TP: une motion adoptée par le Parlement exige des TP sans carburants fossiles. L'Union des villes suisses a soutenu l'adoption de cette initiative: l'abandon du moteur à combustion est – de même que la promotion de la marche et du vélo – l'une des clés pour rendre la mobilité urbaine pauvre en émissions. Cette demande a été intégrée dans la nouvelle loi sur le CO₂. L'Union des villes suisses s'engagera dans ce cadre pour trouver une bonne solution.

Loi sur la circulation routière (LCR): grâce entre autres à l'implication de l'Union des villes suisses, le Conseil des États a renversé deux points problématiques de la réforme de la LCR adoptée par le Conseil national. Premièrement, les deux-roues motorisés ne sont plus autorisés à se garer sur le trottoir. Ceci est important pour les villes, y compris pour leur planification. L'UVS s'était mobilisée dans ce sens avec succès. Deuxièmement,

il doit continuer à y avoir des amendes pour les personnes qui avertissent des contrôles routiers. Cela garantit une plus grande sécurité. Enfin, les deux Chambres ont supprimé l'obligation du port du casque cycliste pour les moins de 16 ans, ce qui va également dans le sens des revendications des villes. Dans le cas contraire, le vélo aurait perdu de son attrait et cela aurait été en contradiction avec les efforts des villes pour inciter davantage de personnes à faire du vélo. Il est en revanche possible de renforcer la sécurité des cyclistes en améliorant les infrastructures cyclables. Dans l'ensemble, l'Union des villes suisses a tiré un bilan positif de la révision de la LCR.

Autres consultations: au cours de l'année sous revue, l'UVS s'est par ailleurs exprimée dans le cadre de plusieurs procédures de consultation, comme:

- Crédits d'engagement à partir de 2024 pour des mesures prises dans le cadre du projet d'agglomération Transports. L'Union des villes suisses se félicite des fonds que le Conseil fédéral envisage de débloquer (1,3 milliard de francs). Cela aidera les agglomérations à relever leurs grands défis en matière de transports.
- Mise en place d'une infrastructure de données (MODI) destinée à augmenter l'efficacité de l'ensemble du système de transport. Cela apporterait aussi beaucoup d'avantages aux villes.
- Développement de l'infrastructure ferroviaire: pour que le réseau ferroviaire suisse puisse conserver son haut niveau de performance, il est nécessaire de développer l'infrastructure. Les villes sont d'avis qu'il faut faire plus d'efforts pour augmenter le split modal – c'est-à-dire inciter davantage de personnes à passer de la voiture au train. ♦



Beat Jans, président du gouvernement de Bâle-Ville

«La protection du climat est une tâche incombant à la société tout entière et donc importante pour chacune et chacun d'entre nous. Les villes ont toutefois une responsabilité particulière.»



16 mai 2022

L'Union des villes suisses signe la «Feuille de route sur la mobilité électrique 2025» en présence de la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga. Les véhicules électriques apportent une contribution importante à la lutte contre le changement climatique, raison pour laquelle il est souhaitable de les promouvoir. Mais en même temps, ils ne constituent pas une solution aux grands défis des villes dans le domaine des transports.



Développement urbain

Le communiqué de presse et la prise de position «La protection contre le bruit dans les villes»:



Bruit

En décembre, l'Union des villes suisses a suscité beaucoup d'écho dans les médias en publiant sa prise de position «La protection contre le bruit dans les villes». Le bruit entrave le développement urbain, vu que de nombreux projets de construction et d'assainissement de logements sont bloqués en raison de plaintes pour bruit. Il convient tout d'abord de prévenir le bruit à sa source, car il génère d'importants dommages sanitaires et économiques. La plus grande source de bruit est la circulation routière, le moyen le plus avantageux et le plus efficace pour remédier aux nuisances sonores étant la réduction de la vitesse à 30 km/h. L'Union des villes suisses demande donc qu'une limitation de la vitesse à 30 km/h devienne la norme dans l'espace urbain. Cette revendication a suscité un immense écho médiatique après avoir été placée bien en vue par le président Anders Stokholm dans la presse dominicale.

Le développement urbain et la protection contre le bruit entrent en conflit d'intérêts avec le développement vers l'intérieur et la préservation des ressources, deux objectifs de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT 1). L'Union des villes suisses demande donc une modification en conséquence de la loi sur la protection de l'environnement. Là aussi, il faudra commencer par réduire le bruit à la source avant d'envisager des me-

sures en matière d'aménagement et de construction ainsi qu'une réglementation d'exception pour le relevé des valeurs mesurées.

Politique des agglomérations

La politique des agglomérations a un rôle crucial à jouer. Les agglomérations suisses sont la manifestation des relations toujours plus fortes et plus intriquées entre les villes-centres et les communes urbaines d'agglomération. Étant donné que ces espaces urbains s'étendent au-delà des frontières des différentes communes, les défis thématiques tels que la mobilité, le logement, l'urbanisation et le développement des espaces libres, l'économie et l'aménagement du territoire doivent toujours être abordés de manière transversale et conjointe – tant au sein des villes qu'aux différents échelons de l'État. Il faut donc accorder à tous les niveaux à la politique des agglomérations le poids nécessaire. L'Union des villes suisses a intensifié les prestations qu'elle offre à ses membres: elle a lancé un nouveau format de manifestation, l'Aggloforum, qui a fêté en mai dernier sa première sur le thème «Espaces libres urbains». La traditionnelle série de manifestations «Info UVS» a eu lieu en décembre sur le thème «Réseautage centré sur la famille dans l'agglomération».



RÉSEAU

Centre de l'espace public (CEP)

Le CEP est une commission de l'Union des villes suisses et un think tank pour l'avenir de l'espace public dans les villes. Les défis sont conséquents: les villes sont de plus en plus denses, un nombre croissant de personnes se partagent un espace de plus en plus réduit, tandis que parallèlement leurs exigences augmentent en termes de qualité de vie et de séjour et que les répercussions du changement climatique imposent de prendre des mesures supplémentaires. Au CEP, les villes échangent leurs expériences et cherchent des solutions aux défis actuels. L'accent est mis sur la mise en réseau, l'échange d'expériences et le transfert de connaissances entre les spécialistes et l'élaboration de bases techniques. L'année passée, le CEP a publié en coopération avec «HOCHPARTERRE» un cahier spécial sur la gestion des espaces publics sous forme de rétrospective sur les expériences faites durant la pandémie.



Les prises de position
quant à la politique des
agglomérations:



L'Union des villes suisses a souligné l'importance à l'avenir de la politique d'agglomération en adoptant deux documents de base: «Pour une bonne vie et une bonne économie dans les agglomérations» s'adresse aux membres de l'association. «La Suisse urbaine a besoin d'une politique d'agglomération forte et diversifiée» est une prise de position sur la politique fédérale. Lors de l'année sous revue, la Confédération a lancé l'évaluation globale de la politique des agglomérations en cours, qui constitue en même temps le point de départ des futures conditions-cadres. L'Union des villes suisses participe à ces travaux et a collaboré aux ateliers sur le développement de la politique des agglomérations 2024+.

Aménagement du territoire

Loi sur l'aménagement du territoire (LAT): en 2022, l'Union des villes suisses a accompagné les travaux sur la mise en œuvre de la première étape de la LAT. Le développement vers l'intérieur exigé par cette loi risque de générer des conflits avec l'inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse ISOS. En coopération avec la Confédération, les

cantons et l'Association des Communes Suisses, l'UVS a donc publié en juin le «Guide de l'ISOS: Protection des sites construits et urbanisation vers l'intérieur». Celui-ci présente de manière pratique les étapes de clarification nécessaires lors de la planification de projets d'aménagement du territoire dans des sites construits ISOS.

Projet de territoire Suisse: la stratégie est un cadre d'orientation national et une aide à la décision pour le développement territorial futur de la Suisse. Le premier Projet de territoire a été adopté conjointement en 2012 par tous les échelons de l'État. Lors de l'année sous revue, le comité de l'Union des villes suisses, tout comme les autres organisations porteuses, a décidé que le Projet devrait être actualisé d'ici à 2025.

Conférence tripartite (CT)

La CT est la plateforme politique de la Confédération, des cantons, des villes et des communes encourageant la collaboration entre les échelons de l'État ainsi qu'entre les espaces urbains et les espaces ruraux. Elle contribue de manière importante à l'amélioration de la coopération entre les trois échelons de l'État et permet des échanges pragmatiques sur les thèmes et questions pour lesquels il n'existe pas d'autres cadres appropriés ailleurs. Lors de l'année sous revue, la CT a tenu deux séances: elle y a fait avancer le dialogue «Densifier avec qualité» et le projet «Développer la biodiversité et la qualité paysagère dans les agglomérations».

Politique du logement

L'UVS est partenaire du dialogue entre la Confédération, les cantons et les villes en matière de politique du logement et participe aux réunions du Réseau-logement de l'Office fédéral du logement (OFL). Durant l'année sous revue, celles-ci ont eu lieu sur les thèmes «Stratégies de logement» et «La pandémie de coronavirus: un facteur d'influence sur l'habitat en ville?». À la fin de l'année, l'Union des villes suisses a lancé avec l'OFL une enquête sur les besoins des membres de l'Union des villes suisses en matière de politique du logement. Cette enquête a pour but d'avoir des informations sur la situation actuelle et d'identifier les actions devant être prises dans les villes. ♦



RÉSEAU

Réseau Quartiers Vivants (RQV)

L'Union des villes suisses dirige le réseau pour le compte de l'Office fédéral du développement territorial (ARE) et de l'Office fédéral du logement (OFL). Le RQV est la plateforme nationale d'échanges pour les spécialistes des villes, des associations et des instituts universitaires sur divers aspects du développement des quartiers tels que le logement, la participation ou la mixité sociale. L'année passée, le RQV a réalisé deux séminaires: l'un au printemps sur le thème «Ensemble vers un changement durable dans les quartiers» et l'autre à l'automne sur le thème «Mise en réseau numérique dans les quartiers». La série «RQV sur place» avait au programme des visites de Lucerne et de Renens. Par ailleurs, l'Union des villes suisses a fait connaître ses positions, expériences et propositions concrètes de développement futur – le contrat expire fin 2024 – aux offices fédéraux et a discuté d'évolutions possibles.



Culture

Une offre culturelle diverse et complète contribue de manière décisive à l'attractivité des villes suisses et à leur qualité de vie. À peu près la moitié de l'argent dépensé par les collectivités publiques pour la culture provient des communes, sachant que les villes en assument la majeure partie. L'Union des villes suisses s'implique auprès de diverses parties prenantes dans toute l'étendue thématique de la culture (de disciplines en particulier au patrimoine culturel, à la diversité culturelle et à la participation, à la culture du bâti et à la culture sociale, etc.).

Dialogue culturel national

Depuis 2011, le Dialogue culturel national (DCN) est une plateforme centralisée d'échanges qui permet à la Confédération, aux cantons, aux villes et aux communes de coordonner leurs activités culturelles et d'échanger sur les questions de politique culturelle. En 2022, le DCN s'est réuni deux fois. Au printemps, les débats se sont concentrés sur les rapports produits par les trois groupes de travail mis en place en 2021, à savoir «Stratégie nationale relative au patrimoine culturel», «Rémunération appropriée des acteurs culturels» et «L'écologie dans le domaine culturel» ainsi que

sur les répercussions de la pandémie de coronavirus. À l'automne, le DCN a pour la première fois discuté dans cette configuration des six champs d'action qui introduiront le Message culture 2025-2028.

Message culture 2025-2028

Les préparatifs du prochain Message culture ont commencé sous la houlette de l'Office fédéral de la culture (OFC). Outre les associations professionnelles, l'OFC a aussi invité à des auditions la Conférence des villes en matière culturelle (CVC) et la Conférence des délégués et déléguées cantonaux aux affaires culturelles (CDAC). Les deux conférences des délégués de la CVC (voir encadré) ont permis de présenter les six champs d'action suivants: «transformation numérique», «développement durable», «patrimoine culturel, mémoire vivante», «actualisation du système d'encouragement de la culture», «culture et monde du travail» et «gouvernance dans le domaine culturel». L'introduction de l'OFC a reçu une approbation de principe du DCN, même si certaines questions restent en suspens. En 2023, les mesures concrètes et le cadre financier seront discutés avant que le message ne soit mis en consultation par le Conseil fédéral.



RÉSEAU

Conférence des villes en matière culturelle (CVC)

La CVC est une section de l'Union des villes suisses qui réunit les délégué·e·s municipaux à la culture de 33 villes. Elle traite des questions de politique culturelle, encourage l'échange d'expériences et la discussion entre les membres et leurs responsables culturels. Elle joue donc un rôle clé: c'est elle qui prépare les objets du DCN au niveau technique. La CVC gère à Gênes, à Belgrade, au Caire et à Buenos Aires quatre ateliers destinés à des actrices et acteurs culturels.

Michael Kinzler, chef du Service de la culture de la Ville de Lausanne et Franziska Burkhardt, déléguée à la culture de la Ville de Berne, ont été élus coprésident et coprésidente de la CVC. Ils ont succédé à Carine Bachmann, qui avait démissionné suite à sa nomination à la direction de l'Office fédéral de la culture (OFC) fin 2021. En décembre, Valeria Lucentini a succédé à Marlene Iseli, qui a quitté l'Union des villes suisses, en tant que responsable de la politique culturelle. Les deux conférences des délégué·e·s sur la discussion de politique culturelle ont eu lieu à Berne et à Genève.





«La ville essaie de trouver un équilibre entre préservation du patrimoine culturel et renouvellement.»

Anne-Laure Couchepin Vouilloz, présidente de Martigny

Répercussions de la pandémie de coronavirus

Les répercussions de la pandémie de coronavirus sont restées à l'ordre du jour de la politique culturelle. Le secteur culturel a été touché de plein fouet et s'est rétabli moins bien et plus lentement que d'autres secteurs – même après la levée par le Conseil fédéral de la plupart des mesures fin mars 2022. L'Union des villes suisses s'est donc prononcée en faveur de la prolongation des mesures de soutien. Et ce avec succès: les indemnités pour perte de gain ont été versées jusqu'à fin juin 2022, le soutien aux projets de transformation ainsi que l'aide d'urgence pour les actrices et acteurs culturels ne disposant que du minimum vital ont été prolongés jusqu'à fin 2022.

«Oui» à la loi sur le cinéma

L'Union des villes suisses avait émis la consigne de vote «oui» à la loi sur le cinéma, que les électrices et électeurs suisses ont approuvée le 15 mai 2022. Les services de streaming étrangers doivent donc consacrer 4% de leurs recettes à la promotion de la création nationale. Tous les bénéfices réalisés en Suisse ne partiront ainsi plus à l'étranger.

Recherche de provenance

L'Union des villes suisses s'était impliquée en faveur de deux motions, qui ont été adoptées par les deux Chambres en 2022. D'une part, une plateforme dédiée à la recherche de provenance des biens culturels permettra d'améliorer le transfert de connaissances et, d'autre part, une nouvelle commission indépendante examinera les biens culturels confisqués dans le contexte de persécutions, notamment sous le régime national-socialiste. Ces deux demandes apporteront des avantages aux musées municipaux et les soutiendront dans les activités qu'ils ont déjà engagées dans cette direction. Une recherche de provenance coopérative et en réseau permet de rassembler des informations importantes pour l'inventorisation et la documentation de nombreuses œuvres et de contextualiser les objets par la reconstruction de leur histoire.

Consultations

L'UVS et la CVC ont répondu conjointement aux procédures de consultation suivantes: «Modification de l'ordonnance COVID-19 Culture» et «Modification de l'ordonnance sur le cinéma (OCin); nouvelle ordonnance sur les quotas de films européens et les investissements dans le cinéma suisse (OQICin)». ♦

Numérique

Administration numérique suisse (ANS)

L'ANS est opérationnelle depuis le 1^{er} janvier 2022 et a pour objectif de coordonner et d'encourager la transformation numérique au sein des trois échelons de l'État et entre ces derniers. L'Union des villes suisses travaille en étroite collaboration dans l'organe de direction politique et dans l'organe de direction opérationnel. L'échelon communal est représenté sur le plan politique par les maires Pierre Dessemontet (Yverdon-les-Bains) et Michael Künzle (Winterthur) ainsi que par Boris Tschirky, président de la commune de Gaiserswald. Au sein de l'organe opérationnel, l'Union des villes suisses est représentée par Christian Geiger, directeur des affaires numériques (Chief Digital Officer CDO) de la Ville de Saint-Gall.

E-ID

L'Union des villes suisses salue la nouvelle tentative d'instituer une identité électronique (e-ID). Dans le nouveau projet, le Conseil fédéral a dissipé de nombreuses réserves qui avaient conduit les citoyen-ne-s à voter «non» en 2021. En octobre, dans le cadre de la procédure de consultation, l'UVS avait porté un jugement positif sur le projet, qui propose une infrastructure étatique en charge de l'e-ID, gérée par la Confédération et pouvant être utilisée par les actrices et acteurs privés et publics.

Service national des adresses (SNA)

Le SNA prévu permettra à l'administration publique et aux services de consulter les adresses de domicile actuelles et anciennes des personnes résidant en Suisse. Il vise à simplifier les processus administratifs et à accroître l'efficacité des autorités dans l'accomplissement de leurs tâches. La mise en place du SNA est du ressort de l'Office fédéral de la statistique. L'Union des villes suisses défend les intérêts des villes au sein du comité du projet.

Smart cities

La smart city est un concept aux multiples facettes. Elle est numérique, mais représente aussi bien plus; elle va bien au-delà de la cyberadministration et des stratégies de digitalisation. Le principe des smart cities consiste à assurer une mise en réseau intelligente de tous les domaines de la vie et de l'économie. Il s'agit d'une approche globale pour des villes innovantes, économes en ressources et agréables à vivre, dont la mise en œuvre varie d'une ville à l'autre. Pour les villes, les échanges techniques sont importants. C'est pourquoi l'Union des villes suisses est entre autres partenaire des salons SmartSuisse et Suisse Public SMART. ♦



«Les défis posés par le numérique demandent une coordination flexible et efficace.»

Sami Kanaan, conseiller administratif de Genève et vice-président de l'UVS



23 juin 2022

Le Conseil fédéral présente la réforme fiscale de l'OCDE. Les villes, représentées lors de la conférence de presse, soutiennent la réforme fiscale de l'OCDE, qui prévoit une imposition minimale pour les grandes entreprises, et s'impliquent avec succès pour que l'octroi aux villes et aux communes d'une part des recettes supplémentaires soit inscrit dans la loi.

30 juin 2022

Densifier la construction et préserver les sites construits à protéger? Une tâche herculéenne. En collaboration avec la Confédération, les cantons et les communes, l'Union des villes suisses publie un guide commun sur l'application de l'Inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS) dans les villages et les villes.





Sécurité

Politique de la sécurité

L'Union des villes suisses s'est mobilisée avec succès en faveur du deuxième Plan d'action national (PAN) de prévention et lutte contre la radicalisation et l'extrémisme. Le PAN d'une part poursuit le programme d'impulsion, qui a fait ses preuves, avec une enveloppe annuelle d'un million de francs, et d'autre part prend désormais en compte toutes les formes de radicalisation. Le Conseil fédéral a adopté le PAN en décembre. ♦



RÉSEAU

Conférence des directrices et directeurs de la sécurité des villes suisses (CDSVS)

La CDSVS est une section de l'Union des villes suisses. Elle s'adresse aux membres des gouvernements municipaux suisses responsables des domaines de la police et de la sécurité. Chaque année, le Congrès sur la sécurité urbaine est un rendez-vous important dans l'agenda de la CDSVS: il a eu lieu le 4 novembre avec pour thème «Les manifestations».



«Du fait de l'évolution démographique, les besoins en assistance et en soins vont augmenter sur le long terme.»

Silvia Hunziker Rübél, conseillère municipale de Horgen



18 août 2022

Les villes, les communes, les cantons et la Confédération veulent promouvoir le développement des réseaux thermiques en Suisse. Les représentantes et représentants de tous les échelons de l'État ont signé une charte en ce sens à Berne. Les réseaux de chauffage à distance sont un instrument important pour atteindre les objectifs climatiques.

Relations publiques



Newsletter

Dans sa newsletter, l'Union des villes suisses informe ses membres de ses positions politiques, des événements politiques, des nouveautés intéressant le public spécialisé, des manifestations, de l'actualité des sections et de beaucoup d'autres choses encore.



«focus»

Un thème est abordé de manière approfondie par des spécialistes et illustré par des exemples de bonnes pratiques et des interviews de membres de l'exécutif de villes affiliées. Les thèmes de 2022:

- 01/2022: Les offres de formation et d'accueil en journée continue
- 02/2022: L'Administration numérique suisse
- 03/2022: Les villes respectueuses du climat (thème de la Journée des villes)
- 04/2022: Les sites construits à protéger (ISOS) et le développement vers l'intérieur
- 05/2022: Aide et assistance pour les personnes âgées
- 06/2022: Les économies d'énergie dans les villes



Revue de presse quotidienne

En 2022, la revue de presse envoyée quotidiennement a une année encore offert aux membres de nombreux articles de presse intéressants du point de vue des villes.



Travail médiatique

L'UVS est également l'interlocutrice des médias pour les affaires urbaines. La base de données médiatiques SMD donne une liste d'un total de plus de 1000 mentions de «Union des villes suisses» ou «Städteverband» pour 2022. Les demandes étaient variées sur le plan thématique, mais trois sujets se sont démarqués:

- **Zones 30:** un sujet qui intéresse les médias au plus haut point. L'Union des villes suisses demande une limitation de la vitesse à 30 km/h à titre de mesure de réduction du bruit (cf. chapitre «Développement urbain»). Anders Stokholm, président de l'UVS, a annoncé le 18 décembre une prise de position sur le bruit à la une de la NZZ am Sonntag. De nombreux médias ont emboîté le pas.
- **Réforme fiscale de l'OCDE:** les villes demandent à recevoir une part adéquate des recettes supplémentaires (cf. chapitre «Finances et économie») – ce qu'elles ont aussi fait savoir publiquement. Daniel Leupi est intervenu en tant que représentant de la Conférence des directrices et directeurs des finances des villes (CDFV) lors de la conférence de presse de la Confédération, à laquelle participait entre autres le conseiller fédéral Ueli Maurer.
- **Élection fédérale:** le 7 décembre, une représentante et un représentant de la Suisse rurale ont été élus au Conseil fédéral, à savoir Elisabeth Baume-Schneider et Albert Rösti. Par la suite, les médias se sont surtout concentrés sur le fait qu'aucun-e représentant-e d'une grande ville n'ait été pris-e en compte. L'Union des villes suisses a de ce fait été une interlocutrice très demandée par les professionnel-le-s des médias.



PUBLICATION

Statistiques des villes suisses

Le 83^e numéro des «Statistiques des villes suisses» a mis l'accent sur le thème de l'utilisation du sol en milieu urbain. La publication a comme d'habitude été éditée en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique.





Manifestations

L'Union des villes suisses organise diverses manifestations ou est partenaire d'évènements. Elle participe activement à des exposés ou à des tables rondes au cours desquels elle transmet son expertise au public intéressé. Les membres de l'Union des villes suisses bénéficient souvent de conditions préférentielles. En 2022, l'Union des villes suisses a été partenaire ou sponsor d'un total de 28 manifestations telles que le Swiss Green Economic Forum, l'Aggloforum, les Jour-

nées suisses du droit de la construction et beaucoup d'autres événements encore.

Le colloque «Info UVS», exclusivement destiné aux membres et gratuit pour eux, aborde des thèmes d'actualité de manière approfondie dans un cadre personnel. L'«Info UVS» de juin avait pour thème «Centres-villes en mutation – opportunités et défis» et celle de décembre «Réseautage centré sur la famille dans l'agglomération». ♦

9 newsletters

24 communiqués de presse

365 revues de presse

6 magazines en ligne «focus»

25 août 2022

Les représentantes et représentants des villes se font un honneur d'assister à la Journée des villes à Bâle. L'Union des villes suisses fête son 125^e anniversaire. Kurt Fluri, président de l'UVS et maire de Soleure pendant de nombreuses années, passe les rênes de l'association à Anders Stokholm, maire de Frauenfeld.



Défense des intérêts sur le plan politique

L'Union des villes suisses représente les intérêts et préoccupations des villes, des agglomérations et des communes urbaines dans la politique fédérale. D'une part, elle entretient ses liens avec l'administration fédérale par de nombreuses rencontres au niveau des spécialistes ou des directions, et d'autre part, elle s'implique activement au Parlement. Elle défend ses positions en adressant des courriers aux membres des commissions et du Parlement, en participant aux auditions des commissions consultatives et en entretenant des contacts personnels avec les parlementaires.

La «Table urbaine», une rencontre de réseautage entre membres du Parlement et représentant-e-s de l'UVS, a attiré un nombre réjouissant de participant-e-s. Un événement de l'Intergroupe parlementaire Politique communale, comme toujours organisé en commun avec l'Association des Communes Suisses, a eu lieu l'automne dernier sur le thème de l'accueil extra-familial des enfants. L'évènement de printemps a dû être annulé en raison de la situation épidémiologique, alors encore pleine d'incertitudes.

Prévision de session

Pour les quatre sessions, l'UVS a publié à l'intention des parlementaires une prévision de session, qui a également été envoyée à ses propres membres, aux professionnel-le-s des médias et à d'autres cercles intéressés. La prévision de session informe les parlementaires fédéraux sur la position de l'Union des villes suisses concernant certains objets qui revêtent une importance pour la Suisse urbaine.

Consultations

En 2022, l'Union des villes suisses a participé à 35 consultations au total. ♦



Aperçu thématique des 35 consultations

- Finances et économie (4)
- Transports (6)
- Politique migratoire et politique d'intégration (9)
- Énergie et environnement (9)
- Numérisation (3)
- Autres (4)

31 août 2022

La menace d'une pénurie d'électricité et de gaz préoccupe les villes: elles assument leurs responsabilités et se préparent à une éventuelle pénurie d'énergie. L'Union des villes suisses informe ses membres des mesures pouvant être prises dans les villes et soutient activement la campagne de sensibilisation de la Confédération.





L'UVS en 2022

Journée des villes à Bâle

L'un des temps forts de l'année de l'Union des villes suisses est la Journée des villes: outre l'assemblée générale formelle, cette manifestation offre chaque année l'occasion d'approfondir un thème, sur lequel de nombreux spécialistes de haut niveau prennent la parole. Cette manifestation qui s'étend sur deux journées laisse en outre de la place pour entretenir le réseau et découvrir la ville d'accueil. L'édition 2022 a eu lieu les 25 et 26 août à Bâle et était placée sous la devise «Villes respectueuses du climat».

Les représentantes et représentants des villes et d'autres spécialistes ont notamment échangé sur la manière dont les villes peuvent répondre à la crise climatique. Le sujet est de la plus grande urgence et de la plus haute importance: la chaleur et la sécheresse de 2022, les intempéries de l'année précédente – les conséquences du changement climatique sont directement perceptibles. Nombreuses sont les villes qui mènent en outre une politique climatique ambitieuse. Il faudra toutefois plus que cela pour s'attaquer résolument au changement climatique: la Confédération, les cantons, les villes, l'économie et la population doivent agir de concert si nous voulons préserver les bases vitales. On comptait notamment parmi les invité-e-s à Bâle la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga.

125^e anniversaire

En 2022, l'Union des villes suisses a fêté ses 125 ans. L'essayiste, journaliste et ancien directeur général de la

SSR Roger de Weck a prononcé le discours d'anniversaire à Bâle. L'UVS a en outre publié un numéro spécial de REPORTAGEN, qui peut encore être commandé.

Anders Stokholm succède à Kurt Fluri

Lors de l'assemblée générale de la Journée des villes, Anders Stokholm a été élu nouveau président de l'Union des villes suisses. Le maire de Frauenfeld succède à Kurt Fluri, maire de Soleure pendant de longues années. Kurt Fluri siégeait depuis 1996 au comité de l'association, qu'il présidait depuis 2013 avec beaucoup de discernement, d'implication et de compétence.

Cinq nouveaux membres au sein du comité

Lors de l'AG, les délégué-e-s ont élu en plus du nouveau président quatre autres membres au comité: Bruno Arrigoni, syndic de Chiasso, Franziska Stadelmann, maire de Muttenz, Thierry Steiert, syndic de Fribourg, et Mélanie Wyss, syndique de Morges.

Mutations à la direction

Au début de l'année 2022, deux nouvelles vice-directrices ont pris leurs fonctions à l'Union des villes suisses: Véronique Bittner-Priez et Monika Litscher. Véronique Bittner-Priez a auparavant travaillé dans diverses fonctions pour le canton du Jura. Monika Litscher a quitté «Mobilité piétonne suisse», où elle officiait comme directrice, pour rejoindre l'UVS. L'association a également réussi au début de l'année à pourvoir son poste vacant pour le dossier de la politique des transports, désormais occupé par Nathanaël Bruchez. Il y a aussi eu un changement dans le domaine de la politique culturelle: en décembre, Valeria Lucentini a succédé à Marlene Iseli. ♦

Numéro spécial
de REPORTAGEN:



Kurt Fluri (à droite) transmet la présidence à Anders Stokholm.

(Photo: Dominik Plüss)

Réseau

L'Union des villes suisses offre à ses membres une palette large et variée de plateformes leur permettant d'avoir des échanges professionnels ou de s'engager politiquement.

Sections

En tant qu'organisations juridiquement autonomes, les sections de l'Union des villes suisses se penchent sur des problématiques spécifiques à leurs domaines de compétences respectifs. Elles élaborent par exemple des bases techniques et des prises de position politiques et s'impliquent activement dans le processus politique, en accord avec l'UVS.

- Conférence des directrices et directeurs des finances des villes (CDFV)
- Conférence des directrices et directeurs de la sécurité des villes suisses (CDSVS)
- Initiative des villes pour la formation
- Initiative des villes pour la politique sociale
- Conférence des villes pour la mobilité (CVM)
- Conférence des villes en matière culturelle (CVC)
- Association suisse Infrastructures communales (ASIC)

Commissions et groupes de travail

Les commissions et groupes de travail permanents (GT) de l'Union des villes suisses servent à se forger une opinion en interne et à favoriser les échanges de vues et d'expériences entre les membres de l'association.

La Commission de politique énergétique et climatique, le Réseau Suisse des villes amies des aîné·e·s ainsi que la Communauté d'intérêts des grandes villes-centres sont composés des membres responsables des exécutifs des villes. Les autres commissions et groupes de travail s'adressent à des spécialistes travaillant dans l'administration des villes membres.

- Centre de l'espace public (CEP)
- Commission statistique
- Commission de politique énergétique et climatique
- Communauté d'intérêts des grandes villes-centres
- GT Géoinformation
- GT Communication
- GT Vie nocturne urbaine
- GT Délégués des villes à l'intégration
- GT Prévention et lutte contre la radicalisation et l'extrémisme
- GT Numérisation
- Groupe d'experts des ingénieurs des villes et des communes
- Réseau Suisse des villes amies des aîné·e·s ♦



«Je me sens citoyen. Je crois que beaucoup de Suissesses et de Suisses se sentent citoyennes et citoyens bien que vivant à la campagne – et vice versa.»

Anders Stokholm, maire de Frauenfeld et président de l'Union des villes suisses

Organes

Comité

Anders Stokholm	Président, maire de Frauenfeld
Sami Kanaan	Vice-président, conseiller administratif de Genève
Corine Mauch	Vice-présidente, maire de Zurich
Bruno Arrigoni	Syndic de Chiasso
Barbara Horlacher	Maire de Brugg
Beat Jans	Président du gouvernement de Bâle
Grégoire Junod	Syndic de Lausanne
Michael Künzle	Maire de Winterthour
Philipp Kutter	Maire de Wädenswil
Raphael Lanz	Maire de Thoune
Urs Marti	Maire de Coire
Franziska Stadelmann	Maire de Muttenz
Thierry Steiert	Syndic de Fribourg
Philippe Varone	Président de Sion
Alec von Graffenried	Maire de Berne
Mélanie Wyss	Syndique de Morges

Direction

Martin Flügel	Directeur
Véronique Bittner-Priez	Vice-directrice, énergie et politique climatique
Monika Litscher	Vice-directrice, développement urbain
Dominik Blumenthal	Réseau Quartiers Vivants, espace public
Nathanaël Bruchez	Politique des transports, numérisation
Franziska Ehrler	Questions sociales
Michael Felber	Politique financière et économique
Christina Grab	Administration
Valeria Lucentini	Politique culturelle, statistiques
Marc Moser	Communication
Maja Münstermann	Administration
Barbara Santschi-Hutzli	État-major de direction, développement territorial
Lionel Weber	Stagiaire

Organe de contrôle

Blaser Treuhand AG	Berne
---------------------------	-------

5 octobre 2022

Le débat sur l'énergie, l'acte modificateur unique et la menace de pénurie préoccupent les villes: l'Union des villes suisses demande un développement rapide et ciblé des énergies renouvelables. Bien que pour ce faire il soit probablement indispensable de faire des compromis en matière de protection du paysage, la biodiversité devra néanmoins être préservée. Il y a de toute urgence besoin d'incitations tangibles pour accélérer l'installation de systèmes photovoltaïques et développer les réseaux municipaux de chaleur à distance.



Comptes annuels

BLASER
TREUHAND
BERN

Schweizerischer Städteverband
Monbijoustrasse 8
3001 Bern

BLASER TREUHAND AG
SCHWALZENBURGST. 265
CH-3098 KÖNIZ BERN

Telefon 031 372 11 11
Telefax 031 371 45 18
tob@treuhandbern.ch
www.treuhandbern.ch

Köniz, 27. April 2023

Bericht der Revisionsstelle zur eingeschränkten Revision

an die Delegiertenversammlung des Schweizerischen Städteverbandes, Bern.

Als Revisionsstelle haben wir die Jahresrechnung (Bilanz, Erfolgsrechnung und Anhang) des Schweizerischen Städteverbandes für das am 31. Dezember 2022 abgeschlossene Geschäftsjahr geprüft.

Für die Jahresrechnung ist der Vorstand verantwortlich, während unsere Aufgabe darin besteht, die Jahresrechnung zu prüfen. Wir bestätigen, dass wir die gesetzlichen Anforderungen hinsichtlich Zulassung und Unabhängigkeit erfüllen. Eine Mitarbeitende unserer Gesellschaft hat im Berichtsjahr bei der Buchführung mitgewirkt. An der eingeschränkten Revision war Sie nicht beteiligt.


Unsere Revision erfolgte nach dem Schweizer Standard zur Eingeschränkten Revision. Danach ist diese Revision so zu planen und durchzuführen, dass wesentliche Fehlaussagen in der Jahresrechnung erkannt werden. Eine eingeschränkte Revision umfasst hauptsächlich Befragungen und analytische Prüfungshandlungen sowie den Umständen angemessene Detailprüfungen der beim geprüften Unternehmen vorhandenen Unterlagen. Dagegen sind Prüfungen der betrieblichen Abläufe und des internen Kontrollsystems sowie Befragungen und weitere Prüfungshandlungen zur Aufdeckung deliktischer Handlungen oder anderer Gesetzesverstösse nicht Bestandteil dieser Revision.

Bei unserer Revision sind wir nicht auf Sachverhalte gestossen, aus denen wir schliessen müssten, dass die Jahresrechnung nicht dem schweizerischen Gesetz und den Statuten entspricht.

Blaser Treuhand AG



Roger Nietlisbach
Dipl. Wirtschaftsprüfer
Zugel. Revisionsexperte
Leitender Revisor



Jürg Zahler
Dipl. Experte in
Rechnungslegung
und Controlling
Zugel. Revisionsexperte

Beilage Jahresrechnung

KOMPETENZ IM ZENTRUM

Mitglied des Schweizerischer
Treuhanderverbandes
TREUHAND | SUISSE

Compte de résultat

	2022		2021	
	CHF	%	CHF	%
Recettes				
Cotisations des membres	2 161 662.20		2 163 404.80	
Contributions aux frais administratifs	198 966.20		198 966.20	
Projets et autres recettes	193 457.84		185 772.18	
Total recettes	2 554 086.24	100	2 548 143.18	100
Charges				
Comité / séances / commissions	104 047.90	-4,1	100 299.43	-3,9
Charges de biens et services	801 482.56	-31,4	711 828.09	-27,9
Charges de personnel	1 664 723.47	-65,2	1 727 051.40	-67,8
Total charges d'exploitation	-2 570 253.93	-100,6	-2 539 178.92	-99,6
Résultat extraordinaire	22 897.15	0,9	0.00	0.00
Bénéfice annuel	6 729.46	0,3	8 964.26	0,4

Bilan

	2022		2021	
	CHF	%	CHF	%
ACTIFS				
Fonds de roulement				
Liquidités	2 980 932.86		3 052 392.54	
Créances sur livraisons / prestations	2 000.00		13 630.00	
Autres créances à court terme	71 179.97		70 523.22	
Compte de régularisation actif	76 770.00		78 839.60	
	3 130 882.83	97,9	3 215 385.36	98,0
Fortune de placement				
Placements financiers	65 749.45		65 720.55	
Immobilisations corporelles	2.00		2.00	
	65 751.45	2,1	65 722.55	2,0
Total du bilan	3 196 634.28	100	3 281 107.91	100
PASSIFS				
Capitaux étrangers				
Dettes sur livraisons / prestations	33 931.79		152 354.18	
Autres dettes à court terme	243 994.81		258 483.96	
Passifs transitoires	103 972.90		52 264.45	
Total capitaux étrangers à court terme	381 899.50		463 102.59	
Dépenses de matériel retenues	1 336 000.00		1 346 000.00	
Total capitaux étrangers à long terme	1 336 000.00		1 346 000.00	
	1 717 899.50	53,7	1 809 102.59	55,1
Capitaux propres	1 478 734.78	46,3	1 472 005.32	44,9
Total du bilan	3 196 634.28	100	3 281 107.91	100

19 décembre 2022

L'Union des villes suisses publie une prise de position très remarquée sur le développement urbain et la lutte contre le bruit dans les villes. Le bruit est une nuisance, il est nocif pour la santé, mauvais pour l'économie et entrave le développement urbain. Sa principale source est la circulation routière. La meilleure solution: une vitesse maximale de 30 km/h comme norme dans les villes.



Membres

Aarau
Adliswil
Aesch BL
Affoltern am Albis
Aigle
Altdorf
Altstätten
Amriswil
Appenzell
Arbon
Arosa
Baden
Bâle
Bassersdorf
Bellinzone
Berne
Berthoud
Biel-Bienne
Binningen
Birsfelden
Brigue-Glis
Brugg
Buchs SG
Bülach
Bulle
Bussigny
Carouge
Chiasso
Coire
Delémont
Dietikon
Dübendorf
Emmen
Frauenfeld
Fribourg
Freienbach
Genève
Gland
Glaris
Gossau SG
Granges
Herisau
Horgen
Illnau-Effretikon
Interlaken
Ittigen

Kloten
Köniz
Kreuzlingen
Kriens
Küsnacht ZH
La Chaux-de-Fonds
La Neuveville
La Tour-de-Peilz
Lancy
Langenthal
Lausanne
Le Grand-Saconnex
Le Locle
Lenzburg
Liestal
Locarno
Lugano
Lucerne
Lyss
Martigny
Meilen
Meyrin
Monthey
Montreux
Morat
Morges
Moutier
Münsingen
MuttENZ
Neuchâtel
Nyon
Olten
Onex
Opfikon
Ostermundigen
Payerne
Plan-les-Ouates
Prilly
Pully
Rapperswil-Jona
Regensdorf
Reinach BL
Renens VD
Rheinfelden
Riehen
Romanshorn

Rorschach
Saint-Gall
Saint-Moritz
Sarnen
Schaffhouse
Schlieren
Schwyz
Sierre
Sion
Soleure
Spiez
Stäfa
Steffisburg
Sursee
Thalwil
Thoune
Urdorf
Uster
Uzwil
Vernier
Versoix
Vevey
Villars-sur-Glâne
Wädenswil
Wallisellen
Weinfelden
Wettingen
Wetzikon ZH
Wil SG
Willisau
Winterthur
Wohlen AG
Worb
Yverdon-les-Bains
Zofingue
Zoug
Zuchwil
Zurich

Association des présidents de
communes du canton de Zurich
(sans droit de vote)

